



Dakar et Paris, le 16 février 2012

A l'attention : de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République Française.

Objet : affectation de la totalité des recettes de la taxe sur les transactions financières au climat et au développement

Monsieur le Président de la République,

Créé en 2007, le Réseau Climat & Développement rassemble 65 organisations non-gouvernementales francophones et en majorité africaines, toutes engagées dans la lutte contre le changement climatique comme moyen d'améliorer l'accès au développement pour les plus pauvres. En tant qu'acteurs de terrain, nous pouvons tous témoigner des impacts déjà visibles du changement climatique sur les communautés locales africaines avec lesquelles nous travaillons pour adapter leurs pratiques agricoles et assurer leur sécurité alimentaire. Nos actions visent à améliorer la gestion des ressources locales et rationaliser la consommation en eau, en énergie et en bois, par la création de nouvelles activités économiques qui protègent l'environnement local. Nous savons aujourd'hui que le climat représente une contrainte et un coût additionnel très élevé pour le développement.

C'est justement pour financer en partie l'accès à un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique dans les Pays les Moins Avancés que vous vous étiez fait le porte-parole d'une taxe sur les transactions financières pour le climat et le développement à maintes reprises. De Copenhague¹ à l'Assemblée Générale aux Nations Unies², du G20 à Cannes³ au sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba⁴, nous avons salué et apprécié vos appels auprès de la communauté internationale pour créer cette taxe sur les transactions financières dédiée à l'urgence climatique et à l'éradication de la pauvreté. Nous avons également salué votre courage politique lorsque vous avez annoncé la création d'une taxe française et unilatérale sur les transactions financières.

Mais aujourd'hui, Monsieur le Président, nous nous inquiétons de votre soudaine volte-face quant aux objectifs de la taxe. Si nous comprenons l'urgence de résorber le déficit domestique, renier aujourd'hui les engagements pris et répétés face à l'urgence qui pèse depuis trop longtemps déjà sur les Pays les Moins Avancés africains serait un cinglant désaveu, notamment dans la perspective du sommet de Rio+20.

Monsieur le président, la loi est actuellement en débat au Parlement. Nous comptons sur vous, et sur votre gouvernement pour que le PLFR 2012 permette de traduire dans le droit les engagements que vous avez pris.

Le Réseau Climat & Développement

¹ [Discours de Nicolas Sarkozy à l'Assemblée plénière de la Convention Climat des Nations unies – 17 décembre 2009](#)

² [Discours de Nicolas Sarkozy au Sommet de l'ONU pour le développement – 20 septembre 2010](#)

³ [Conférence de presse du Président de la République à l'issue du Sommet du G20 de Cannes – 4 novembre 2011](#)

⁴ [Discours de Nicolas Sarkozy au Sommet de l'Union Africaine – 30 janvier 2011](#)